



19 Octobre 2004

# NE PAS FUIR, AGIR !

Le 18 octobre, seule la FDSU a tenu à rencontrer Nicolas Sarkozy, les autres fédérations adoptant une très curieuse stratégie de boycott du CTPM.

Pourquoi avons-nous estimé indispensable la confrontation avec le ministre ? ...

Pour faire écho aux presque 30 000 signatures d'agents de la DGI rassemblées en une dizaine de jours et réclamant des négociations (sur les qualifications, les indemnités, les conditions de travail).

Pour faire état d'un climat revendicatif sur l'ensemble du ministère (question de la redevance, contentieux Douanes, malaise à la CP, à la DGCCRF, dans les DRIRE, ...)

Pour prendre au mot le responsable du Minefi qui a clamé partout qu'il continuerait d'agir jusqu'à la fin novembre, qu'il ne se mettrait pas en roue libre d'ici son départ.

## Qu'avons-nous dit à M. Sarkozy ?

Très concrètement et sans fioritures :

- Qu'on ne s'y retrouvait pas après les promesses, faites ce printemps, de reconnaître les efforts de tous les agents au fil des réformes incessantes.
- Qu'on ne voulait pas une prime à la performance mais un plan de qualifications pluriannuel touchant tous les personnels et offrant des perspectives réelles de promotion interne.
- Qu'il fallait régler la question des frais de déplacement.
- Qu'il fallait régler de nombreux contentieux indemnitaires générés par les réformes.
- Que la question salariale pesait très lourd dans les esprits, sans qu'on perçoive la moindre volonté du gouvernement d'ouvrir un véritable dialogue.
- Qu'on attendait une clarification sur les possibilités d'appel devant les CAP compétentes de tous les éléments de l'évaluation-notation (après qu'on ait cherché dans certaines directions, dont la DGI, à minimiser les annonces faites le 15 juin au CTPM).



# Que nous a répondu le ministre ?

M. Sarkozy a usé des mêmes recettes que le 15 juin :

1. il a assuré que les missions du ministère ne seraient pas charcutées (et qu'il y veillerait de là où il serait ! ...)
2. il a tenté de «vendre» sous un emballage chatoyant tout un ensemble de mesures, les unes franchement inacceptables, les autres plus ou moins positives.

Ainsi, sur le plan de qualifications, si la piste du concours interne spécial de B en A (une proposition FDSU) paraît désormais accessible, l'intégralité du dispositif des 400 € a été confirmée et, par ailleurs, la demande de linéarité totale entre les échelles 4 et 5 (passage d'ACA en ACAP2) a donné lieu à une nouvelle séance d'arithmétique surréaliste.

Mobilité interdirectionnelle sur la base du volontariat, retour sur la résidence d'origine après promotion, consistance des transformations d'emplois, modalités de l'action sociale, autant de points où l'on découvre souvent un «pépin» derrière une présentation avenante. Quant aux situations indemnitaires injustes et aux frais de déplacement le discours a semblé très «ouvert», mais il n'aboutit à aucun engagement ferme.

Finalement une seule avancée a été actée le 18 octobre : la possibilité de saisir la CAP compétente sur tous les éléments de la notation (à commencer par l'entretien d'évaluation).

## D'ici fin novembre, nous pouvons, nous devons agir !

Les interpellations de près de 30 000 agents des Impôts ont été très utiles, et nous remercions tous les signataires.

Le ministre sait désormais qu'il y a un climat revendicatif dominé par la question des « sous » et il dispose de 6 semaines pour reprendre sa copie du 15 juin, lui qui prétend toujours avoir compris l'état d'esprit des personnels.

Le SNUI à la DGI, et toute la FDSU, mettront à profit les prochaines semaines pour développer la mobilisation. Une semaine d'action en novembre est à mettre en perspective.

Bien évidemment, une mobilisation de toute la Fonction Publique serait la bienvenue tellement le gouvernement joue la montre sur la question des salaires, mais, nous l'avons déjà dit, nos revendications dépassent de beaucoup l'ajustement du point d'indice.

# OSONS RÉCLAMER NOTRE DÛ !